

L'HÉRITAGE COLONIAL ET SES CONSÉQUENCES

L'histoire de Cuba commence avec Christophe Colomb, qui débarque dans l'île le 27 octobre 1492. Très tôt, dès le XVI^e siècle, la canne à sucre, le « sel des Caraïbes », a orienté ses destinées. Car, avec le tabac et le café, elle a constitué la base d'une économie de plantation et s'est maintenue jusqu'à nos jours. La Havane devint un grand port florissant de la Caraïbe et de l'Amérique qui, outre ces trois produits, exportait aussi les peaux, les bois, etc., et le centre d'un commerce prospère régi par le Pacte colonial.

Une société coloniale se mit donc très rapidement en place. Car les Espagnols ne tardèrent pas à employer la main-d'œuvre fournie par les esclaves africains, tandis qu'une classe puissante de grands propriétaires cubains tendait à se former, qui, dès la fin du XVIII^e siècle, allait jouer un rôle déterminant dans l'histoire de l'île. L'occupation de La Havane par les Anglais (1762) et la guerre d'indépendance des États-Unis (1770-1781) qui lui succéda, ouvrirent très largement le commerce cubain au libéralisme anglo-saxon, puis au marché nord-américain.

A. L'héritage colonial

1. L'entrée de Cuba dans l'économie de plantation

En effet, la prise de La Havane par les Anglais en 1762 accéléra l'entrée de Cuba dans l'économie de plantation et sa dépendance des capitaux étrangers. Le système colonial d'exportation qui se mit très rapidement en place hypertrophia le secteur sucrier au détriment d'autres pans de l'économie. Par là, il favorisa la concentration des richesses et freina la production à destination du marché intérieur, le développement des groupes sociaux qui lui étaient liés, et l'augmentation du niveau technique. L'île sera donc soumise au libre-échange pratiqué par la

Grande-Bretagne et les États-Unis, adeptes du protectionnisme, comme aux intérêts commerciaux, manufacturiers et fiscaux de l'Espagne.

La suprématie du secteur industriel sur le commercial entraîna le passage d'un commerce réglementé à un commerce libre, la domination des autres puissances européennes, la spécialisation de la colonie sur quelques produits privilégiés tels que le sucre, le tabac, le café, et une dissymétrie des échanges avec achat à l'île de matières premières bon marché et vente de produits manufacturés chers, toutes choses peu favorables à un développement authentique.

2. Une île très convoitée

De plus, la période qui va de 1762 à 1880 est celle où les sociétés européennes tendent à exporter leurs contradictions internes en direction de leurs colonies. En Espagne, cela coïncide avec l'occupation par les troupes de Napoléon 1^{er}, qui aurait pu grandement favoriser l'indépendance des territoires hispano-américains. Mais en fait, même dans les pays émancipés, cela n'empêcha pas le maintien de l'exploitation coloniale, qui passa simplement des mains espagnoles aux mains britanniques. Pour ce qui est de Cuba, qui n'avait pas encore acquis l'indépendance, elle dut compter avec l'Espagne, mais aussi avec la Grande-Bretagne et les États-Unis : à l'instar des autres pays frères, au lieu de se voir promise à un commerce rémunérateur, elle fut contrainte — avec le soutien de l'oligarchie locale — de servir les intérêts des capitaux internationaux.

En outre, comme dans la zone andine et méso-américaine marquée par la stagnation économique, la ruralisation et le chaos politique, la situation de Cuba l'empêcha trop longtemps de s'intégrer de manière dynamique et directe aux métropoles européennes comme purent le faire les pays de la côte atlantique.

3. Une île rapidement défavorisée

Ainsi, déjà lésée par la faiblesse de sa bourgeoisie dépendante et durablement liée aux intérêts de ces métropoles, l'île a également pâti de circonstances aggravantes :

- entre 1840 et 1860, l'entrée en crise de sa saccharocratie locale, supplantée par les capitaux espagnols dans le domaine de l'industrie sucrière ;
- après l'échec de la guerre d'Indépendance de 1868, la ruine du secteur nationaliste et révolutionnaire de sa bourgeoisie orientale ;
- entre 1860 et 1880, la formation d'une oligarchie cubano-hispano-nord-américaine solidairement antinationale et entraînée à accélérer l'adaptation des structures économiques insulaires aux impératifs du commerce extérieur ;
- à partir de 1880, le considérable accroissement des investissements nord-américains effectués, avec des visées impérialistes, dans son secteur sucrier — notamment par le biais des enclaves —, ce qui, à côté de la pression fiscale espagnole et de la dissymétrie des échanges entre les métropoles et la colonie, constitue un troisième facteur négatif.

Au total, Cuba connut donc alors en cascade :

- le drainage de ses productions excédentaires vers les différentes métropoles ;
- l'exploitation du reste de l'île par sa région occidentale, et tout spécialement par La Havane ;
- l'exploitation des autres groupes sociaux par l'oligarchie occidentale, et tout spécialement, en bout de course, de la population esclave.

Ainsi donc, à Cuba le caractère tardif de son indépendance empêcha la cristallisation d'une bourgeoisie nationale et plaça le pouvoir effectif entre les mains de la coalition cubano-hispano-nord-américaine, que son intime attachement naturel à l'impérialisme du voisin du Nord et à ses intérêts, poussa régulièrement à instrumentaliser des caudillos locaux.

4. Bilan

► *Sur un plan économique-social*

En résumé, au début du XIX^e siècle, l'avenir de l'île semblait devoir dépendre de cinq groupes d'intérêt :

- les trafiquants d'esclaves d'origine étrangère favorables au *statu quo* : liés aux propriétaires locaux de canne auxquels ils servaient

aussi de créanciers (*refaccionistas*), ils mirent progressivement la main sur le commerce du sucre et favorisèrent la constitution d'énormes fabriques sucrières bien équipées ;

- la vieille oligarchie des propriétaires de terres à canne d'Occident, dépendante des commerçants-créanciers : elle aspirait à des changements pacifiques qui leur permettent de se substituer progressivement aux commerçants espagnols ;
- les propriétaires et éleveurs locaux de la région orientale, les « classes moyennes » appauvries et socialement déclassées, la classe inférieure et les esclaves : ils souhaitaient une révolution politique et sociale ;
- l'Espagne, puissance coloniale en décadence, favorable au *statu quo* à la fois pour des raisons géopolitiques (récupération de l'Amérique hispanique à partir de Cuba), fiscales, et commerciales (vente de ses produits manufacturés) ;
- la Grande-Bretagne et les États-Unis en expansion industrielle : ils tentaient de contrôler économiquement l'île, mais aussi, si possible, politiquement.

Bref, le *statu quo* était souhaité par l'Espagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui, faute de pouvoir s'emparer de l'île, préféraient la savoir dans le giron de la première ; mais également par les commerçants-créanciers et les propriétaires occidentaux de terres à canne. Pour ce qui est des États-Unis, ils trouvaient un tel intérêt à Cuba qu'ils tentèrent de l'annexer par tous les moyens, y compris en l'achetant à l'Espagne. Il n'est donc pas surprenant que l'île ait elle-même vu éclore une orientation annexionniste qui s'exprima dans la région occidentale, autour de Las Villas et de Puerto Príncipe (Camagüey), avec des ramifications en Orient : favorable à une assimilation de l'île aux États esclavagistes du sud des États-Unis, elle entraîna même des tentatives de débarquement qui avortèrent, comme celle du général Narciso López en 1850-1851. Car, aux yeux de certains Cubains, cette annexion semblait une solution « régénératrice » capable de satisfaire à la fois des libéraux sceptiques (y compris des indépendantistes) et des conservateurs de la bourgeoisie commerçante soucieux de sauver leurs propriétés et leurs intérêts.

Étaient opposés, au *statu quo*, en revanche, l'oligarchie locale des provinces d'Oriente, de Camagüey et (en partie) de Las Villas, ainsi que les classes intermédiaires et inférieures ou les esclaves.

► **Sur un plan politique**

Cette situation de l'île fit naître plusieurs courants politiques, qui, au début des années 1890, en simplifiant peuvent être ramenés à cinq :

- les conservateurs du Parti d'union constitutionnelle (*Partido de unión constitucional*) ;
- des réformistes évidemment présents dans le récent parti du même nom (*Partido reformista*), récemment formé en 1893 sur la base d'une frange modérée des conservateurs et de l'aile droite des autonomistes ;
- les autonomistes du Parti libéral démocratique (*Partido liberal democrático*, PLA) ;
- les annexionnistes (grands propriétaires exportateurs et gros commerçants importateurs) ;
- les indépendantistes révolutionnaires regroupés autour du récent Parti révolutionnaire cubain (*Partido revolucionario cubano*, PRC), fondé en 1892 par José Martí.

B. Ses conséquences sur la stratification sociale à Cuba de la fin du XIX^e siècle à 1959

À Cuba, le fantasme du péril noir, qui, longtemps, a pu refréner toute velléité de bouleverser l'ordre colonial, n'a sans doute pas été étranger au caractère tardif de son indépendance théorique. Cependant, la compréhension globale de la période postérieure impose de tenir compte à la fois de la constitution de sa population et de la position de ses différentes composantes au regard de sa nouvelle situation de fait, réellement néocoloniale.

L'économie de plantation antérieure avait augmenté la production insulaire — surtout dans les secteurs du sucre et du café — ; mais cette indubitable progression avait aussi accru les inégalités sociales et aggravé le sous-développement. En partie héritée de cette situation, la structuration de la population installée sur l'île présente une physio-

nomie toute particulière. Pour la caractériser, on a parfois proposé d'y distinguer trois grandes strates et de considérer la place économique et l'orientation politique des groupes qui les composent.

Certes, le choix d'un modèle descriptif, forcément provisoire et récusable, fait inévitablement courir le risque de faire l'impasse sur d'autres. La grille de lecture qui sera utilisée ici semble avoir été souvent privilégiée par l'historiographie cubaine. *A priori*, cela ne garantit pas sa validité scientifique. Mais, tout débat spécialisé — voire idéologique — mis à part, cela lui donne au moins l'avantage de refléter la manière dont l'histoire de Cuba s'inscrit dans l'imaginaire collectif, sinon de ses habitants, du moins de ses intellectuels du XX^e siècle. En dépit de ses imperfections et de ses faiblesses éventuelles, elle devrait aider à rendre plus compréhensible une période tellement agitée que, par moments, elle en paraît chaotique.

1. Trois grandes strates sociales

► *La classe dominante*

Au sommet de la pyramide, se situe le bloc oligarchique qui comprenait deux sous-ensembles.

- Un premier ensemble multinational rassemblait des Nord-Américains, des Espagnols, des Cubains et quelques Européens ayant investi dans le sucre, le tabac, les mines, les services et d'autres domaines. Du haut vers le bas, il comprenait : l'oligarchie financière, spécialement nord-américaine, complétée des principaux capitalistes locaux, souvent concentrés dans les grandes exploitations sucrières de la région occidentale ; la grande bourgeoisie des importateurs ; la grande bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie des latifundia.
- Il faut y adjoindre un milieu capitaliste local. Bien qu'il soit proprement cubain, il faisait des affaires qui étaient liées à celles de la strate précédente. Il était composé de : la bourgeoisie cubaine dédiée à l'exploitation de la canne et à l'élevage, et, plutôt dans l'élevage que dans le sucre, des propriétaires de latifundia ; la bourgeoisie industrielle non sucrière.

► **Des couches intermédiaires en situation de faiblesse**

Il s'agit de la petite bourgeoisie des villes ou de celle des campagnes, celle-ci composée des exploitants de propriétés de moyenne dimension.

► **Des groupes d'exploités issus de l'effacement de l'esclavage, mais grossis par l'immigration**

On y trouvait :

- des ouvriers employés dans l'industrie, l'agriculture ou les services ;
- des employés ;
- des petits paysans pauvres.

Avec l'abolition de l'esclavage, en 1886, l'histoire du monde ouvrier, le plus aisé des trois derniers groupes à cerner, commence véritablement dans les dernières décennies du XIX^e siècle, lorsqu'il est devenu la principale nouvelle force productive. Au départ, il comprend donc d'anciens esclaves, des paysans ruinés et des artisans sans travail, mais également tous ces manœuvres antillais importés dans les débuts de la République. Il se distribue sur les secteurs industriel (sucrier ou non) et agricole, dont le dernier emploie beaucoup de saisonniers.

Mais, surtout dans ces décennies, il est grossi par l'arrivée massive d'immigrés, puisque, entre 1902 et 1925, Cuba en accueille autour d'un million, dont six cent mille se fixent — presque 63 % viennent d'Espagne, les autres sont antillais, nord-américains, européens, etc., par ordre décroissant d'importance.

Il faudrait encore y adjoindre tous les marginalisés de la société.

2. Trois grandes strates sociales différemment positionnées à l'endroit du système néocolonial

Plus ou moins collectivement, ces différents groupes sociaux ont adopté vis-à-vis de l'ordre néocolonial des positions contrastées remarquables. En raidissant les choses, on peut donc les répartir aussi en tenant compte de cet engagement.

Si l'on accepte d'opposer maintenant un ensemble pro-impérialiste à un ensemble anti-impérialiste, nationaliste dans le bon sens du terme, c'est-à-dire soucieux de rendre Cuba réellement indépendante, on peut alors faire état d'une répartition qui pourrait être la suivante, et qui, comme on le voit, contient des deux côtés des éléments des trois strates antérieures.

► Du côté pro-impérialiste

Dans la classe dominante, le secteur oligarchique multinational, qui avait tout à gagner de la situation néocoloniale de l'île, s'est toujours proposé pour servir de lien avec les différentes puissances extérieures successivement portées à exercer leur tutelle intéressée sur l'île. Mais, malgré son indubitable communauté d'intérêts, entre ses composantes il n'y avait pas de total consensus.

Dans les couches intermédiaires et dans le secteur ouvrier, on trouve des groupes économiquement dépendants, plus ou moins conséquents, de quelque strate qu'ils proviennent, l'intermédiaire ou l'inférieure — cas des ouvriers (relativement) privilégiés —, dont le sort est directement lié à la classe dominante.

Quoiqu'à son tour socialement hétérogène, ce double ensemble tenait une position politique convergente, moins soucieuse de l'intérêt national que des intérêts privés de ses membres, et pour cela franchement pro-impérialiste.

► Du côté anti-impérialiste

Dans la classe dominante, d'un côté, la bourgeoisie cubaine à tendance nationaliste aspirait à prendre la place de l'oligarchie étrangère, et, sans pour autant réclamer de bouleversements sociaux, à infléchir le système dans ce sens. Elle était composée des exploitants de café ou de canne et des éleveurs qui, ayant participé activement à la guerre des Dix ans et à celle de 1895, s'étaient trouvés à peu près ruinés, d'abord par les représailles espagnoles, ensuite par la pénétration nord-américaine — surtout à l'Est, l'Ouest ayant été peu affecté. Propriétaires ou pas, ils se retrouvaient avec des exploitations réduites. Parmi les indices de cet appauvrissement entre l'avant-guerre et 1898, figurent la division par dix du nombre de têtes de bétail, la situation hypothéquée de deux tiers des propriétés et la réduction de plus de 35 % du nombre de fermes ; à quoi s'ajoute, de 1889 à 1897, une diminution de plus de 71 % des exportations vers le voisin du Nord.

Mais leurs capitaux pesaient peu à côté de ceux des Espagnols, qui contrôlaient le commerce, et des Nord-Américains, qui tenaient l'industrie sucrière, les mines, les services, etc., surtout une fois la finance espagnole et insulaire liquidée par la crise de 1920. Cet ensemble finit